YÉMEN

L'armée intensifie l'offensive contre les rebelles

L'armée yéménite a intensifié hier son offensive en cours depuis le 11 août contre les rebelles chiites dans le nord du pays, après avoir rejeté une proposition de trêve, selon des sources militaires.

L'aviation a lancé plusieurs raids contre les positions des rebelles zaïdites autour de la ville de Saâda, à environ 200 km au nord-ouest de Sanaâ, ont précisé ces sources.

De violents combats se sont déroulés lundi autour du «palais présidentiel» à Saâda, dans lequel des soldats sont retranchés et que les rebelles ont tenté d'attaquer à trois reprises, ont-elles précisé.

Dans le même temps, l'armée a lancé la deuxième phase de l'opération «Terre brûlée» dans la région de Harf Soufyane, dans le but d'ouvrir la route entre Sanaâ et Saâda, fermée depuis trois semaines par les rebelles, selon les mêmes sources.

Les forces armées avaient acheminé ces derniers jours en renforts des unités des «Géants», les unités d'élite du régime, pour les jeter dans la bataille, selon ces mêmes sources. Ce regain de violence intervient après le rejet par les autorités d'une trêve proposée par les rebelles conduits par Abdel Malek al-Houti et accusés par les autorités d'être soutenus par l'Iran.

Photo : DR

«La prétendue initiative pour un cessez-le-feu annoncée récemment par les rebelles ne comporte rien de nouveau», a déclaré à l'agence officielle Saba un porte-parole de la haute commission de sécurité supervisant l'offensive.

Selon les médias locaux, cette proposition ignore les conditions posées par Sanaâ pour la fin de l'offensive, et qui portent notamment sur un retrait des rebelles des bâtiments officiels, la réouverture des routes et la remise des armes saisies aux services de sécurité.

«Les rebelles doivent s'engager à respecter les six points annoncés par la haute commission de sécurité», a souligné le porte-parole.

Ces points ont déjà été rejetés par les rebelles. Aucun bilan précis des pertes humaines dans l'offensive n'est disponible mais les rebelles disent que de nombreux civils sont morts dans les combats tandis que l'armée affirme avoir infligé de lourdes pertes aux combattants zaïdites.

A Genève, les organisations d'aide humanitaire de l'ONU ont affirmé que la situation humanitaire dans le nord du Yémen, notamment à Saâda, «est absolument dramatique et s'aggrave».

Environ 150 000 personnes ont été déplacées par le conflit, dont 100 000 «cherchent actuellement désespérément un lieu sûr dans le gouvernorat de Saâda et les gouvernorats voisins», a indiqué la porte-parole à Genève du Programme alimentaire mondial (PAM), Emilia Casella. Depuis 2004, les violences entre le pouvoir central et cette rébellion ont fait des milliers de morts dans la province de Saâda, ainsi que des dizaines de milliers de déplacés.

Les rebelles chiites luttent pour le rétablissement de l'imamat zaïdite, un régime monarchique renversé par un coup d'Etat militaire en 1962, année où la république a été proclamée.

IRAK

Ammar Al-Hakim prend la tête de la principale formation chiite après le décès de son père

Ammar Al-Hakim a pris hier la tête de l'Alliance nationale irakienne (ANI), la principale formation chiite irakienne, en succédant à son père Abdel Aziz Al-Hakim, décédé la semaine dernière des suites d'un cancer.

Dans une déclaration à la presse, Ammar Al-Hakim a fait part de sa volonté de «renouveler le Conseil suprême islamique d'Irak (CSII)» dirigé par son défunt père, «tout en maintenant ses valeurs et ses principes».

«Nous allons travailler dur pour développer le CSII en tirant les leçons du passé et en examinant minutieusement nos erreurs», a souligné le nouveau leader de la principale formation chiite du pays.

Il a également lancé, à cette occasion, un appel aux autres formations irakiennes à rejoindre l'ANI, dont le CSII est la principale composante.

Le père de Ammar Al-Hakim, Abdel Aziz Al-Hakim qui avait dirigé le CSII et qui était également leader de l'Alliance unifiée irakienne (AUI), appelée actuellement (ANI), est décédé la semaine dernière des suites d'un cancer en Iran où il s'y trouvait depuis quatre mois pour des traitements, rappelle-t-on.

TURQUIE

Manifestation de Kurdes pour réclamer une paix «honorable»

Des milliers de Kurdes se sont rassemblés hier sur une place de Diyarbakir (sud-est), la principale ville kurde de Turquie, pour réclamer une paix «honorable» dans l'attente de réformes promises par le gouvernement pour mettre fin au conflit kurde.

Venus des provinces du Sud-Est anatolien, peuplé majoritairement de Kurdes, à l'appel du Parti pour une société démocratique (DTP, pro-kurde), environ 20 000 manifestants dansaient aux mélodies des chants folkloriques sur la place de la gare, en centre-ville, a constaté l'AFP.

Les Kurdes de Turquie fêtent le 1er septembre comme une journée de la paix. Les manifestants portaient des effigies du chef rebelle kurde emprisonné Abdullah Öcalan et arboraient des pancartes sur lesquelles on pouvait notamment lire : «La solution du problème kurde ne peut être reportée.» La manifestation, baptisée «Oui à une paix honorable», intervient alors que le gouvernement turc mène depuis juillet une campagne politique pour venir à bout d'une rébellion armée kurde vieille de 25 ans et qui a coûté la vie à 45 000 personnes.

L'«ouverture démocratique» préconisée par le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan reste floue mais devrait de l'avis général comprendre une série de mesures législatives en faveur de la communauté kurde. Lundi, le ministre de l'Intérieur Besir Atalay a annoncé à Ankara que le gouvernement présentera son plan d'action à l'Assemblée nationale après la fin des vacances parlementaires, en octobre.

Il a, toutefois, exclu une amnistie pour les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ou un amendement constitutionnel, revendiqué par les milieux kurdes. Une manifestation similaire était organisée par le DTP à Istanbul où environ 5 000 personnes se sont rassemblées sur la place de Kadiköy (sur la rive asiatique), selon les médias. L'opposition parlementaire est très hostile aux efforts du gouvernement, craignant pour l'unité du pays tandis que les milieux kurdes, dont le DTP, jugent qu'ils n'iront pas assez loin. Le chef du PKK Öcalan devrait, de son côté, annoncer depuis sa prison une «feuille de route» pour la question kurde. La trêve unilatérale décrétée par le PKK qui prenait fin hier a été prolongée jusqu'à la fin du Ramadan qui se termine le 22 septembre en Turquie, a annoncé la direction du parti dans un communiqué.

Les autorités turques n'ont jamais reconnu les trêves des rebelles et ont promis de les pourchasser jusqu'au dernier. Ces dernières années, Ankara a élargi les droits culturels et linguistiques des Kurdes afin de renforcer ses chances d'intégrer l'Union européenne.

GOLFE D'ADEN

16 migrants clandestins noyés ou disparus dans le naufrage de deux embarcations

Seize migrants clandestins sont morts noyés ou sont portés disparus après le naufrage, samedi et dimanche, de deux embarcations de fortune dans le golfe d'Aden, a annoncé hier le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR).

Les deux embarcations de passeurs clandestins avaient quitté la Somalie pour gagner les côtes yéménites avec à leur bord plus de 80 migrants. Le premier bateau qui transportait 44 Somaliens «a fait naufrage samedi soir lorsque les trafiquants ont commencé à pousser les passagers par-dessus bord au large de la côte du Yémen», selon le porte-parole du HCR, Andrej Mahecic.

L'embarcation a chaviré lorsque les passagers se sont tous rués sur un côté du bateau, emportés dans un mouvement de panique, a-t-il expliqué.

«Trente-quatre passagers ont pu gagner la côte à la nage, sept corps ont été récupérés et trois migrants sont portés disparus», a affirmé M. Mahecic. Le second bateau, avec 42 Somaliens à bord, est arrivé dimanche près des côtes yéménites. Les passagers ont alors été forcés de nager pour gagner le rivage. Trois d'entre eux sont morts noyés et trois autres sont portés disparus.

Depuis le début de l'année, environ 36 000 Africains sont arrivés sur les côtes yéménites, ce qui représente une augmentation de 33 % par rapport à la même période de l'année 2008, selon des estimations.

ONU

91 pays trouvent un accord contre la pêche illicite

Un accord portant sur un projet de convention mondiale ayant pour finalité la lutte contre la pêche illicite a été conclu par 91 pays, a annoncé hier l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

L'«accord sur les mesures du ressort de l'Etat du port visant à prévenir, à contrecarrer et à éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée» constituera le tout premier traité mondial portant spécifiquement sur ces problèmes, précise la FAO.

Il devrait permettre d'empêcher l'entrée sur les marchés internationaux de poisson capturé illégalement et aussi interdire l'accès des ports aux navires recourant à ces pratiques.

Selon l'Union internationale pour la conservation de la nature, la pêche illégale représenterait environ 14 % de la pêche annuelle mondiale.

Parmi les mesures envisagées figurent un système d'autorisation préalable pour les navires de pêche étrangers avant d'accoster dans certains ports, des inspections régulières par des agents formés par les Etats signataires ainsi que la création de réseaux pour permettre aux pays de partager les informations sur les navires qui se livrent à la pêche illégale.

Le traité devrait être examiné par le Conseil de la FAO fin septembre et par la Conférence de la FAO en novembre pour examen final et adoption officielle.

Ensuite, pour être effectif, le traité devra avoir l'approbation d'au moins 25 pays. Son entrée en vigueur interviendra dans les 30 jours qui suivent. Parmi les pays négociateurs du projet, figurent notamment le Brésil, l'Union européenne, les Etats-Unis, la Russie, la France et le Japon.

Dans un rapport publié en mars, la FAO notait que 19 % des principaux stocks halieutiques des pêches marines commerciales suivis par la FAO sont «surexploités et 8 % épuisés» tandis qu'environ la moitié est «pleinement exploitée» en particulier dans l'Atlantique du Nord-Est, l'ouest de l'océan Indien et le Pacifique du Nord-Ouest.